

Les élections municipales approchent.
Les politiciens s'agitent.
Quand on remplit l'auge, les cochons accourent.

Administration : HENRI DELECOURT

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

Chèque-postal : Delecourt 691-12

le libertaire

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN

123, rue Montmartre, Paris (2^e)

L'heure qui vient

À une question d'un journaliste américain, Caillaux répondait, il y a trois jours : « Je vous assure que ce n'est pas le moment. »

Caillaux, qui depuis Lille, a renoncé à être l'homme providentiel, trop vite acclamé, pour ne plus prétendre qu'au titre de bon financier, nouveau baron Louis, préfère rejeter à demain les réponses aux questions embarrassantes.

Et qu'il s'agisse d'impôts sur le capital ou du dettes intercalées, il s'en tire par des piroquets. C'est un excellent danseur de corde, cet homme qu'on sait grand financier. L'impôt sur le capital, sans s'en déclarer partisan, il en laisse entrevoir la possibilité. L'annulation totale ou partielle des dettes : nous verrons dit-il, mais ce n'est pas le moment.

De quoi alors est-ce le moment ? Parbleu ! du retour au pouvoir de Caillaux. Le reste... Cosi e... se v'pare. L'essentiel est que vous rouvriez sans tarder les avenues du pouvoir à l'aspérit-dictateur. Pour le reste, on verra. N'en parlons pas.

Si, pourtant, nous en parlions ?

Car pour nous, qui n'attendons pas de l'arrivée d'un homme au gouvernement la panacée, l'heure apparaît où les tergiversations avocassières ne servent plus à rien.

La France est à la veille de la faillite. Cela il faut en parler.

Renouvelant les plus belles manières du second empire, le gouvernement radical-socialiste a failli sévir contre M. Colson, qui, en savant clairvoyant, l'avait osé dire en pleine séance de l'Académie des Sciences morales et politiques, M. Colson a cru devoir se dédier, et tout le monde n'a pu que le regretter, avec ses collègues de l'Académie.

Que M. Herriot le veuille ou non, c'est une constatation de fait pure et simple : la France est à la veille de la faillite.

Et il faut en parler, il faut le crier pour que nul ne soit surpris par la débâcle.

Ce sont de faux remèdes tout juste bons à consolider les jambes faiblissantes du président du conseil que les communiqués d'optimisme où l'on célèbre la reprise du franc parce que la livre a perdu quelques centimes, souffrant une journée avant de reprendre sa vertigineuse course ascensionnelle.

Et le jacobinisme financier d'Henry Dunay ne suffira pas plus à relever le défi français.

Parallèlement à la faillite politique du cartel, survient en moins d'un an, la faillite financière du pays commencée avec Poincaré-la-Guerre. Cachée avec Herriot-le-Pétreux.

Chambre et Sénat

La Commission sénatoriale des finances a commencé l'examen du budget. Le rapporteur général, le fameux Henry Bérenger, pour ses débuts dans cette question, a déjà fait une critique très drôle du projet voté par la Chambre.

Et l'offensive sénatoriale se dessine. Déjà, certaines dispositions emménées pour les brasseurs d'argent avaient été écartées au Palais-Bourbon. Au Luxembourg, on va encore sabrer là-dedans, et la victoire des financiers et mercantils sera complète.

Sans être prophète, nous pouvons annoncer à l'avance que le formidable budget de 1925 pèsera encore plus directement sur les épaulles du vulgaire public, qu'avec la loi des finances telle que la Chambre l'avait faite.

Le conflit entre les deux Assemblées se déroulera principalement sur trois points. Primo : les mesures bien illusoires prises pour éviter la fraude des gros contribuables seront encore réduites. Secundo : les dégréments des petits contribuables, admis par la Chambre seront combatis. Tertio : le Sénat proposera des économies, naturellement sur les budgets relativement utiles : assistance, réformes sociales, etc...

Quand nous disons conflit entre Chambre et Sénat, c'est uniquement façon de parler. Au fond, toute cette comédie est machinée à l'avance.

Les députés, plus près des électeurs, ont tendance à se montrer plus larges, à faire un peu de démagogie. Mais il est bien entendu que le Sénat, qui repose sur la bourgeoisie rurale, mettra au panier tout ce qui peut sembler un débat de progrès social.

La dispute amuse la galerie électorale. Pour finir, le programme de MM. les députés dits de gauche reste à l'état de promesse. Mais devant leurs électeurs et comités électoraux, ils ont aussi moyen de se décharger sur les autres.

Nous avons assisté à cette comédie pour l'annulation. Il va y avoir une deuxième représentation pour le budget. Puis une troisième pour la loi sur les loyers. Et une quatrième pour les assurances sociales. Et ainsi de suite. Le temps presse et l'eau coule sous les ponts. On attrape ainsi les prochaines élections et on aura matière à broyer dans les campagnes électorales.

Pendant tout ce temps, la machine automatique à répression et domination qu'on appelle Etat continue sa besogne sans rien changer à ses pratiques.

La politique nous intéressera peu et chaque fois que nous jetterons les yeux sur le Guignol parlementaire, c'est pour en découvrir la pourriture.

Remontons cette corruption, démasquons cette comédie. Le régime parlementaire est arrivé à un tel degré de ridicule et de saleté, que quiconque veut ouvrir les yeux pour voir et comprendre que l'humanité ne marchera vers son avenir, que lorsqu'elle aura débarrassé la route de l'ordure politicienne.

Il faut devant ce fait qui menace, considérer quelles peuvent être les répercussions de la catastrophe, nationale et internationalement et les craintes et les espoirs qu'en peut tirer la classe ouvrière.

Présumé résultat de la faillite : misère et agiotage, souffrance et plaisirs.

Misère chez l'ouvrier et surtout chez les employés dont les augmentations perpétuelles de salaires seront toujours en retard sur l'élévation du coût de la vie. Misère chez les petits rentiers et les pensionnés ; vieillards qui, après une vie de travail, avaient cependant mérité de finir à l'abri du besoin.

Agiotage sur les marchandises ; stockage ; accaparement ; rencherissement effréné de la vie.

Agiotage sur les valeurs ; fortunes et défaillances en quelques jours, en quelques heures. Immoralité : luxe ; débauche.

À ce moment, deux solutions : la dictature financière et industrielle, ou, enfin, poussée furieuse du peuple irrité et lassé : Révolution !

Plus ou moins tard, stabilisation. Révalorisation du franc, dont profiteront seuls les gros rentiers et les agioteurs, parce que même à leur valeur la plus infime, ouvriers, petits rentiers et pensionnés auront du se défaire de leurs coupures pour subvenir à leurs besoins immédiats.

Mais voici les brigades centrales qui arrivent au pas de course. Cependant aucune collision ne se produit, car la dislocation des manifestants avait déjà eu lieu, vouée par eux-mêmes.

À 8 heures, il ne restait plus sur la place que les flics en uniforme et en civière qui avaient l'air de comprendre « à la foi de l'Hôtel de Ville de l'ancienne chanson ».

Le voit par est exemple, une manifestation imprévue, mais bien conduite, arrivée au but avant que les policiers soient alertés. On ne leur donne pas ainsi l'occasion d'exercer leur brutalité naturelle.

Voilà le tableau de l'heure qui vient.

Mais ce n'est pas le moment d'en parler !

Si gouverner c'est prévoir, être gouverné c'est n'avoir pas prévu.

Bernés, dupés par les faiseuses promises du Bloc des Gauches, la classe ouvrière française va-t-elle se révolter ?

Le remède n'est pas dans la dictature financière de Caillaux et des groupes bancaires dissimulés derrière lui.

Le remède est dans la classe ouvrière elle-même. Dans son regroupement rassemble des formules creuses et des querelles stériles.

Il n'y a plus pour elle qu'un dilemme : Mener ou être menée. Qu'elle choisisse !

PACROSS.

On va augmenter les tarifs des chemins de fer

Le Conseil supérieur des chemins de fer ayant été contraint d'abaisser les tarifs de transport de certaines denrées a voulu se rattraper et il a envisagé dans sa dernière séance comme compensation l'augmentation des abonnements de banlieue et des abonnements ordinaires.

Ainsi les travailleurs que la crise des logements a obligé à aller habiter en banlieue vont encore faire les frais de la caisse. Qu'ils protestent, qu'ils s'organisent.

C'est du pain meilleur marché que le peuple voudrait.

On lui donne des cérémonies chères

On avait pu croire qu'après la côteuse exhibition juivesse d'il y a quelques mois, le Cartel des Gauches s'en débarrasserait.

Le pain est cher, la vie est comme le pain, le budget est un gouffre... Qu'a trouvé le Bloc des Gauches pour faire prendre patience à Populo ?

Il a été curé et des

